

LES CAHIERS DE RECHERCHE

**Structuration des filières  
de la transition énergétique  
à l'échelle nationale  
et territoriale :**  
**Union européenne,  
France, Danemark,  
Allemagne**  
Politiques des énergies  
renouvelables III



**Caisse  
des Dépôts**  
GROUPE



## Institut pour la recherche

*L'Institut pour la recherche de la Caisse des Dépôts et le département Cohésion sociale et territoriale de la Banque des Territoires s'intéressent, en articulation avec les questionnements opérationnels des métiers, à l'émergence des plateformes collaboratives, qui transforment l'accès aux infrastructures sociales (énergie, transport, services publics de proximité, logement...), aux données, ou encore aux territoires... Ces nouvelles plateformes cherchent, par des démarches ouvertes et transparentes, des modes de gouvernance innovants, des modèles économiques alternatifs permettant une création de valeur sur les territoires et son partage équitable entre l'ensemble des parties prenantes. Les résultats de ces travaux nourrissent la réflexion de la Banque des Territoires dans le cadre de sa recherche d'identification de modèles économiques à fort impact territorial, en vue de nouvelles actions d'investissement.*

---

**Ce document synthétise le rapport de Gilles LEPESANT, François BA-FOIL et Rachel GUYET intitulé Structuration des filières de la transition énergétique à l'échelle nationale et territoriale : Union européenne, France, Danemark, Allemagne, 172 p. (2019) et soutenu par l'Institut pour la Recherche de la Caisse des Dépôts.**

---

Amorcée en 2009 avec le paquet 3x20, la politique de soutien aux énergies renouvelables a été réactualisée en 2019. D'ici à 2030, les États-membres se sont engagés à une réduction de 40% des émissions de GES (par rapport au niveau de 1990), à une part des EnR (énergies renouvelables) d'au moins 32% et à une amélioration de l'efficacité énergétique de 32,5%. Surtout, l'Union et plusieurs États-membres ont plus que jamais souligné la nécessité de soutenir l'innovation et la compétitivité des industries liées à la transition énergétique afin que le marché européen bénéficie davantage aux acteurs économiques du continent.

Cette recherche vise à éclairer à l'aide de cas concrets les leviers et les obstacles permettant de mieux comprendre la situation des industries liées à la transition énergétique. Un état des lieux à l'échelle européenne est dressé afin de préciser les initiatives prises par l'Union européenne pour soutenir les filières industrielles et la recherche-développement relevant de la transition énergétique.

Le volet national aborde, lui, les dynamiques à l'œuvre depuis les débuts de la transition énergétique dans le secteur de l'éolien (marin principalement) dans 2 pays, la France et le Danemark. L'éolien comme le photovoltaïque sont abordés dans le cas de l'Allemagne dont l'étude s'appuie sur un examen plus particulier

du cas de la Bavière. Pour conduire cette recherche, les auteurs ont effectué plusieurs entretiens dans les pays concernés avec des acteurs publics (nationaux, régionaux et locaux) ainsi qu'avec des acteurs privés.

---

## L'UE est en phase avec ses objectifs pour le déploiement des énergies renouvelables mais une stratégie industrielle européenne s'impose

---

### Les politiques publiques ont jusqu'à présent soutenu la demande, plus que l'offre

Si les objectifs énoncés pour 2020 par l'UE dans le cadre du Paquet Énergie-Climat de 2009 ne semblent pas hors d'atteinte, la valeur ajoutée de la transition énergétique en termes d'emplois et d'innovation fait débat. L'effort a en effet davantage porté sur les politiques de soutien à la demande que sur une structuration des filières permettant à l'offre européenne de s'imposer. À l'échelle européenne, des initiatives sont prises, notamment dans le secteur des métaux critiques et de la batterie, mais comme l'illustrent les cas de la France, du Danemark et de la Bavière, les législations nationales et les initiatives locales déterminent en grande partie les trajectoires observées.

### Des trajectoires industrielles variées à travers l'Europe

L'UE n'a pas encore surmonté la crise des années 2008-2009. Elle comptait dans les différentes filières 1,16 million d'emplois en 2017, soit moins qu'en 2015. Alors que la filière photovoltaïque connaît une forte dynamique dans le monde, elle continue en Europe de perdre des emplois.

D'autres filières comme la biomasse ou la géothermie poursuivent, elles, leur croissance. De façon générale, l'UE a été distancée pour la plupart des segments de la chaîne de valeur du photovoltaïque grand public. Dans le secteur de l'éolien, les Européens ont en revanche une part de marché sensiblement supérieure à ce qu'elle est dans le cas des panneaux solaires ou du stockage de l'énergie. Sur les 10 plus grands fabricants de turbines dans le monde, 5 sont basés dans l'UE. L'Europe tire ici profit des initiatives prises par certains États européens pour développer cette filière (notamment l'Allemagne, le Danemark, le Royaume-Uni) dont le résultat est qu'en 2018 90% des éoliennes marines installées dans le monde l'étaient dans les eaux européennes.

### Vers une renaissance de la politique industrielle européenne ?

Le 13 septembre 2017, la Commission européenne publia une Communication intitulée : « Investing in a smart, innovative and sustainable industry. A renewed EU Industrial policy strategy ». Cette Communication faisait suite à celle de 2014 (« Towards an industrial renaissance ») qui valorisait la notion de politique industrielle. Protéger le marché intérieur par des barrières commerciales ne saurait être la panacée. L'UE y a d'ailleurs renoncé. L'innovation de rupture semble l'unique option qui s'offre à l'UE pour préserver des capacités de production. Certains acteurs préservent par ailleurs leur compétitivité en optant pour des stratégies de niche et/ou sont impliqués de manière plus ou moins directe dans la chaîne de valeur qu'il s'agisse de machines-outils, de composants de



chaîne de production ou encore de systèmes électriques à forte valeur ajoutée.

Le vice-président de la Commission Maroš Šefčovic présenta en octobre 2017 l'« Airbus de la batterie » comme une réplique du projet aéronautique des années 60 où plusieurs acteurs industriels disposaient de technologies avancées et s'inscrivirent dans un projet intégré. Or, les besoins en batteries s'annoncent significatifs. L'initiative prévoit des financements nouveaux (d'un montant de 2,2 milliards €), ambitionne de susciter la création de 20 « Gigafactories » et d'encourager des partenariats entre acteurs du secteur.

### **Une demande croissante de métaux critiques**

Face à la croissance des besoins en batteries alimentée par l'essor des énergies renouvelables (et par d'autres secteurs comme l'informatique), la capacité des industriels à disposer des métaux dits critiques inquiète en raison des risques d'épuisement de la ressource et de la politique de la Chine (qui fournit environ 90% des terres rares). Le rôle des métaux critiques est volontiers apparenté à celui du charbon au XIX<sup>ème</sup> siècle et à celui du pétrole dans la géopolitique contemporaine. La thèse est confortée par la formule prêtée à Deng Xiaoping en 1992 : « le Moyen-Orient a le pétrole, la Chine a les terres rares » .

La question des métaux critiques est pourtant plus complexe que ne le laisse penser la formule. Établir des scénarios pour les matériaux nécessaires à la transition énergétique relève de la gageure tant les facteurs à prendre en compte sont nombreux (évolution de la demande, stratégie chinoise, tensions géopolitiques, spéculation, opposition des populations locales, réglementations environnementales, etc.) et tant les évolutions technologiques peuvent être soudaines. L'enjeu pour les Européens est de trouver des matériaux de substitution, de garantir les approvisionnements via la politique commerciale et de structurer des filières de recyclage.

## **L'éolien marin, de fortes disparités entre la France et le Danemark**

### **En France : un cadre juridique stabilisé, des ambitions à conforter**

Dans le cas de l'éolien marin, l'Europe bénéficie d'un contexte favorable pour structurer une filière : un littoral de plusieurs centaines de kilomètres, une recherche-développement de qualité et un tissu industriel disposant des compétences requises. D'autres conditions sont toutefois nécessaires, notamment en France, pays qui dispose de 20 000 kms environ de côtes mais où aucune ferme éolienne marine n'était encore exploitée commercialement en 2019. Au cours des décennies passées, ses voisins européens en ont installé près de 5 000 en mer du Nord et en ont tiré d'appréciables bénéfices en termes d'innovations et d'emplois. Quatre facteurs majeurs sont à souligner : le coût, le cadre juridique, les objectifs de production, la politique industrielle.

S'agissant du coût, la renégociation en 2018 des prix des parcs marins français agréés en 2011 et 2014 a illustré la baisse sensible rendue possible par les évolutions technologiques et les économies d'échelles auxquelles sont parvenus les industriels (européens pour la plupart). En mer du Nord, plusieurs projets ont été adoptés ces dernières années pour des tarifs voisins de 50€/MWh, loin des 190€ agréés au début des années 2000. Force est de constater que le zéro subvention n'est plus une utopie mais une réalité appelée à se généraliser en Europe. Invoquer le coût de l'éolien marin pour justifier des ambitions modestes en la matière ne tient plus.

S'agissant du cadre juridique, les recours se sont multipliés entraînant de nombreux retards. Les changements législatifs introduits en 2018 et les avis rendus au cours de l'été 2019 par le Conseil d'État sont néanmoins de nature à changer la donne. La sécurité juridique qui faisait défaut semble enfin pouvoir être garantie. Une phase nouvelle pourrait s'ouvrir pour la filière de l'éolien

marin, à condition que les objectifs nationaux soient ambitieux sur le long-terme.

Avec des industriels français ou étrangers, de nouvelles activités se créent ou se développent en effet et sont susceptibles d'enrichir le tissu économique des régions du littoral. Néanmoins, l'industrie de l'éolien marin évolue rapidement, avec notamment une modularisation croissante qui invite à définir certains segments de la chaîne de valeur à privilégier. Des options technologiques spécifiques (l'éolien flottant par exemple) pourraient également être jugées prioritaires afin que la France se forge des positions fortes, lesquelles, compte-tenu de ses atouts initiaux, lui semblaient promises aux débuts de l'éolien marin.

### **Le Danemark, pays pionnier puis pays leader**

La forte croissance de l'éolien marin en mer du Nord s'est traduite par une concentration de fermes éoliennes et par la montée en puissance de capacités de production manufacturière autour d'acteurs devenus pour certains leaders mondiaux de leur secteur.

Dans le cas du Danemark, les renouvelables ont été considérées comme une ressource privilégiée en raison des fortes réticences de la population à l'égard du développement d'une filière nucléaire, option initialement privilégiée à la suite du choc pétrolier. Peuplé de 5 millions d'habitants, le pays a pu en l'espace de 3 décennies non seulement transformer son mix énergétique au profit de l'éolien (même si le charbon y conserve encore un rôle important) et surtout constituer une filière qui s'impose aujourd'hui sur les marchés européens comme aux États-Unis et en Asie. Elle abrite environ 30 000 emplois et assure 5% des exportations du pays. Plutôt que de découler d'un schéma structuré et pensé a priori, l'émergence de l'écosystème a suivi une trajectoire non-linéaire forgée par des rencontres, des opportunités (comme la forte demande sur le marché californien entre 1980 et 1987) et des pionniers aptes à valoriser la géographie du pays. L'écosystème danois ne doit son succès ni à une politique publique pensée sur le long terme, ni à des conditions favorables

apparues à un moment donné sur le marché mais plutôt à une série d'initiatives non coordonnées.

Les innovations ont toutefois peu à peu fourni la chair d'un projet industriel qui s'exporte désormais largement en Europe et hors d'Europe. Le mérite de l'État est d'avoir su saisir in fine l'opportunité de constituer une filière prometteuse et d'engager une politique de soutien à la demande en s'appuyant à la fois sur la géographie du pays (forte exposition au vent d'ouest, plusieurs centaines de kilomètres de côtes) et sur les synergies régionales susceptibles de se développer et de soutenir la transition énergétique (capacités de stockage en Norvège grâce à l'hydroélectricité, échanges substantiels sur l'ensemble de l'Europe du nord grâce au marché Nordpool, interactions avec l'Allemagne du nord, confrontée, elle aussi, à de fortes variations de production).

À terme, la filière danoise fera face à un environnement à la fois porteur et contraignant. Porteur dans le sens où l'éolien marin, pour lequel le pays dispose à la fois de sites d'essais, d'infrastructures performantes, d'un savoir-faire éprouvé, est appelé à devenir un relais de croissance majeur. Contraignant car les marchés les plus dynamiques (notamment en Asie) voient émerger une concurrence inédite, également renforcée sur le continent européen depuis la fusion entre l'Allemand Siemens et l'Espagnol Gamesa.

---

### **En Allemagne, des résultats industriels à confirmer**

---

#### **Vers un renouveau de la filière du photovoltaïque ?**

Dans le contexte de la sortie programmée du charbon (30 000 emplois directs) et du nucléaire (8 000 emplois directs), le développement de filières industrielles sur le territoire allemand constitue un enjeu majeur de la transition énergétique.

S'agissant de la filière photovoltaïque, l'Allemagne a soutenu massivement le déploiement de cette technologie en escomptant des bénéfices à la fois environnementaux et industriels. Le déve-

loppement de la filière photovoltaïque a de fait initialement contribué à la reconversion de territoires en crise au sud de l'ex-RDA grâce à la tradition industrielle de la région et à d'abondantes subventions.

La forte croissance que le secteur connut dans les années 90 et au cours des années 2000 s'est néanmoins heurtée aux moyens mis en œuvre par la concurrence asiatique pour industrialiser à grande échelle la production de panneaux solaires et réduire ainsi les coûts. Résultat : de 133 000 emplois en 2010, le secteur est passé à 32 000. La filière s'est effondrée dans le sud de l'ex-RDA mais des activités subsistent ou renaissent sur ces territoires ou dans le sud et le sud-ouest de l'Allemagne. In fine, la mise sur le marché de dispositifs complexes associant énergies renouvelables, gestion intelligente de systèmes et solutions de stockage pourrait incarner une voie prometteuse permettant à l'Allemagne et à l'Europe de retrouver une part de marché significative.

### **Une filière de l'éolien qui a tiré profit d'une forte demande intérieure**

S'agissant de la filière éolienne, l'Allemagne est parvenue à constituer une base industrielle sur la base de ses compétences dans des secteurs pré-existants (mécanique par exemple) et d'initiatives lancées par les acteurs locaux et régionaux dans les régions littorales pour surmonter les défis de la reconversion des chantiers navals. Au final, 135 000 emplois ont été créés dont 27 000 dans l'éolien marin. La remise en cause des tarifs d'achat généreux en Europe, aux États-Unis comme en Chine constitue néanmoins un défi pour l'industrie. Si la mise en œuvre d'appels d'offre en Europe a permis une baisse sensible des coûts pour le consommateur, il n'est pas exclu qu'elle fragilise

à terme la filière. Une consolidation du secteur a déjà débuté sur fond d'innovations et de réduction des coûts de production.

À terme, l'un des enjeux pour les filières allemandes des énergies renouvelables est de s'inscrire dans les réseaux de firmes mondiaux (global firm networks). En effet, au-delà de la concurrence entre acteurs industriels asiatiques, américains, européens, les logiques de partenariat entre ces derniers ne sont pas à négliger. À l'instar des coopérations nouées entre industriels allemands et chinois dans le photovoltaïque depuis les années 2000, ces logiques – complexes à déchiffrer en raison des réticences des industriels à préciser l'origine de leurs approvisionnements – invitent à ne pas exagérer l'importance des classements hiérarchisant les turbiniers ou les fabricants de panneaux solaires. Les interactions en matière d'innovation, d'approvisionnements croisés d'un pays à l'autre invitent à appréhender l'ensemble de la chaîne de valeur dans sa complexité et à ne pas se focaliser uniquement sur la nationalité des assembleurs.

### **En Bavière, une approche globale de l'innovation dans le domaine de l'énergie**

En Bavière, les enjeux énergétiques sont étroitement liés à la fermeture des réacteurs nucléaires et, dans une moindre mesure, à la fin programmée des centrales thermiques à charbon. Loin d'utiliser la transition énergétique comme support d'une stratégie industrielle, la Bavière a opté pour une politique de l'innovation afin de contribuer à la sécurité de son approvisionnement et à répondre à la problématique spécifique de l'acceptation sociale qui freine les projets d'infrastructure énergétique





dans ce Land. De tradition innovante, la Bavière utilise la transition énergétique pour se positionner comme pionnière sur les nouveaux enjeux d'intégration de l'offre et de la demande d'énergie.

Plusieurs raisons expliquent ce choix. La Bavière a tiré les leçons de l'échec de la politique industrielle de soutien à la filière solaire et a décidé d'écarter cette approche à ce stade de la transition énergétique d'autant plus que la Bavière connaît le plein emploi et que les entreprises bavaroises sont confrontées à des difficultés de recrutement. Promouvoir l'emploi n'est donc pas au cœur de la stratégie énergétique de la Bavière. Le Land est également contraint par les conflits liés au manque d'acceptation sociale de nouvelles infrastructures, notamment des éoliennes et des lignes à haute tension.

Dans le premier cas, une nouvelle règle a été introduite pour agrandir la distance entre les parcs éoliens et les habitations ce qui réduit drastiquement les surfaces susceptibles d'être utilisées pour les fermes éoliennes. Dans le second cas, la Bavière a choisi d'enterrer les nouvelles lignes à haute tension mais les coûts sont importants. Ainsi afin d'éviter la construction de nouvelles infrastructures et limiter le risque de conflit, le ministère de l'économie, de l'énergie et de la technologie cherche à déployer une politique de l'innovation afin d'harmoniser offre et demande d'énergie et de réduire la consommation grâce aux nouvelles technologies.

À ce titre, le ministère soutient un cluster dédié aux technologies de l'énergie, notamment l'efficacité énergétique, le stockage et une approche holistique de l'énergie. Ce cluster, composé de centaines d'entreprises, représente un outil de R&D décisif pour la politique énergétique de la Bavière et le rapprochement entre science et industrie. La politique énergétique bavaroise portée par le ministère de l'économie, de l'énergie et de la technologie est complétée par une stratégie de recherche et développement qui finance des projets pilote indépendants. A ce rapprochement entre science et industrie s'ajoute la volonté d'impliquer également les communes et de soutenir les start-ups.

La portée de cette politique de l'innovation est difficile à mesurer et reste confrontée à certaines limites telles que la dépendance des projets innovants vis-à-vis des financements publics, le risque de divergence d'intérêts entre l'autorité publique et les entreprises privées. En outre le lien causal entre politique régionale de l'innovation et capacité innovante des entreprises n'est pas aisé à évaluer. Toutefois, quelques indicateurs peuvent permettre d'en mesurer l'impact : c'est le cas par exemple du nombre de brevets déposés dans le secteur énergétique et le nombre de start-ups qui se déploie notamment grâce à l'écosystème munichois.

---

## Des opportunités à saisir pour renforcer l'offre industrielle européenne

---

### Des atouts significatifs

En se fixant des objectifs ambitieux en matière de politique énergétique (20% de renouvelables dans le mix énergétique d'ici à 2020, 32% d'ici à 2030), l'UE constitue un marché majeur pour les technologies afférentes. Les États-membres disposent en outre d'atouts climatiques et géographiques. L'introduction d'appels d'offre pour définir les niveaux de subvention a conduit à baisser drastiquement les coûts. Néanmoins, au-delà d'une politique efficace en matière de concurrence, une approche industrielle s'impose afin que les acteurs européens ne se voient pas confiner à des niches ou à quelques segments de la chaîne de valeur.



## Le rôle des acteurs territoriaux

A côté de l'État et des entreprises, les régions jouent un rôle clef et pas uniquement dans un pays fédéral comme l'Allemagne. Plusieurs actions innovantes sont apparues le long du littoral français (Hauts de France, Normandie, Bretagne, Nouvelle Aquitaine, Occitanie et Provence-Alpes-côte d'azur). Au-delà d'une volonté partagée de poursuivre collectivement et de manière concertée leurs objectifs régionaux en matière d'installation des EMR (énergies marines renouvelables), ces régions conduisent des actions dans deux domaines principaux : l'aménagement des ports d'une part, les politiques de clusters d'autre part. Ces dernières sont portées avec les différentes agences de développement des régions, des start-ups, des industriels pourvoyeurs d'emplois directs et indirects (via la sous-traitance). Plusieurs projets novateurs ont notamment émergé (éolienne Floatgen au Croisic, plateforme houlomotrice Wavegem à St Nazaire, Hydrotube Énergie sur la Gironde, etc.).

## Quel rôle pour l'État ?

À l'échelle nationale, les cas retenus à travers cette étude témoignent que si l'innovation nécessite un soutien de l'État, une stratégie verticale n'est pas pour autant un prérequis. Au Danemark, un écosystème s'est forgé sans injonction de l'État. Il est né d'initiatives isolées émanant d'acteurs peu à peu connectés entre eux dont les innovations ont pu atteindre la maturité grâce aux soutiens au marché progressivement mis en place par les pouvoirs publics, une fois le projet de constituer un parc nucléaire écarté. Dans le cas français, un contexte différent a prévalu avec une électricité fournie pour plus de 70% par le nucléaire.

En Allemagne, la filière de l'éolien a bénéficié des atouts traditionnels du tissu industriel allemand, des particularités de cette industrie, du dynamisme du marché national et des divers programmes nationaux de soutien destinés à soutenir l'innovation.

## L'enjeu pour les stratégies industrielles européennes : accompagner la montée en puissance des énergies renouvelables

À l'échelle de l'Union européenne, la politique suivie en matière d'énergies renouvelables a principalement consisté en un soutien à la demande, au détriment d'une structuration des filières permettant à l'offre européenne de gagner en compétitivité. Les initiatives prises ces dernières années à l'échelle de l'UE laissent néanmoins penser que l'idée d'une politique industrielle européenne s'impose peu à peu, notamment dans les domaines de l'éolien, du stockage (hydrogène) et de la mobilité électrique.

Les cas de l'Allemagne et du Danemark dans le secteur de l'éolien sont à cet égard riches en enseignements sur les opportunités qu'ouvre la transition énergétique en termes d'emplois et sur les facteurs de succès d'une stratégie industrielle. Dans ces deux pays, la structuration de la filière de l'éolien n'a pas reposé sur une politique centralisée et sectorielle. Les écosystèmes se sont constitués dans la durée, sur la base d'initiatives isolées peu à peu coordonnées avant que l'État ne prenne le relais à travers un soutien significatif à la demande et à l'innovation. À contrario, le cas du photovoltaïque en Allemagne illustre les limites du volontarisme industriel d'où l'option retenue par certains Länder, ici la Bavière, de s'en tenir à une stratégie globale de soutien aux technologies de l'énergie.

Avec le deuxième domaine maritime au monde, des infrastructures portuaires adaptées, un système de formation et de recherche de qualité, des pôles industriels dans le photovoltaïque comme dans l'éolien, la France dispose d'atouts qu'un marché national dynamique permettrait de valoriser. Plus globalement, le défi pour l'industrie européenne des énergies renouvelables est à terme de commercialiser ses innovations face à une concurrence qui bénéficie de vastes marchés intérieurs (États-Unis, Chine), de positions dominantes acquises grâce à des coûts artificiellement bas (Chine) à l'heure où ces industries sont jugées stratégiques par un nombre croissant de pays.

Si aucune recette magique ne saurait prévaloir, appréhender la transition énergétique européenne comme une transition économique et sociale s'impose tant les effectifs dans les énergies fossiles et dans le nucléaire risquent à terme de diminuer fortement.

---

## Centre de Recherches Internationales (CERI)

Le projet scientifique du Centre de Recherches Internationales (CERI) consiste à étudier l'espace mondial par une double approche complémentaire : les aires régionales et les relations internationales et transnationales. La première part des sociétés politiques, la seconde des interactions internationales (Etats, acteurs non étatiques), que celles-ci soient politiques, sociales, culturelles, économiques.

Les recherches sont organisées au CERI sur la base de cinq grands axes thématiques :

- Acteurs et échelles de régulation dans l'espace mondial ; Participation politique et mobilisations ; L'Etat et ses recompositions ; Violences et gestion du danger ; Identités et politique.

Dédié aux sciences sociales de l'international, le CERI fait dialoguer plusieurs approches disciplinaires : sociologie ; sciences politiques ; économie ; anthropologie ; géographie que mettent en œuvre plus de 50 chercheurs, du CNRS et de Sciences Po.



## Centre international de formation européenne (CIFE)

Le CIFE, Centre international de formation européenne, est un établissement d'enseignement supérieur et de recherche basé à Nice, Berlin, Bruxelles et Istanbul. Il est l'un des six établissements d'excellence à recevoir une subvention de fonctionnement de l'Union européenne dans le cadre du "programme Jean Monnet" du programme Erasmus+

Il propose différents axes de travail sur la gouvernance européenne, les relations internationales, la diplomatie climatique, la gouvernance économique ainsi que sur la transition énergétique dans ses dimensions géopolitiques, européennes, nationales et locales.



## Le Centre Marc Bloch

Le Centre Marc Bloch est un Centre franco-allemand de recherche et de formation à la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales. Créé en 1992, il accueille des doctorants et des chercheurs confirmés autour de pôles et de projets de recherche pluridisciplinaires.

Le Centre est organisé autour de quatre pôles de recherche :

- Etat, normes et conflits politiques
- Mobilités, migrations, recomposition des espaces
- Dynamiques et expériences de la globalisation
- Pensées critiques au pluriel. Approches conceptuelles de la recherche en sciences sociales.



**Ensemble,  
faisons grandir  
la France**

caissedesdepots.fr